



Monsieur le Directeur Général,

Nous vous remercions pour cet espace de rencontre que vous nous proposez.

La Direction Régionale des Pays de la Loire constitue le deuxième établissement de l'Insee en nombre d'agents et de travaux nationaux. Parmi les 332 agents de cet établissement, 210 travaillent sur des sujets nationaux au travers de 3 services (ESANE, SNDI et SNSSI), 4 pôles (RFD, PISA, ODL et PISE) et une section (Proconnect qui prendra également des responsabilités sur le LEI). En particulier la DR a une place de tout premier rang pour les répertoires et les statistiques d'entreprise.

Compte-tenu de la durée de ce rendez-vous, nous retenons aujourd'hui quatre sujets :

- **ESANE** : il y a un déséquilibre maintenant structurel entre charge et effectifs. Une surcharge de travail flagrante est liée au nombreux chantiers qui sont envisagés : refonte de la NAF, intégration de l'ESA et de l'EAP à la filière unique d'enquête, réingénierie et réorganisation d'envergure du service. En lien avec cette surcharge, nous notons un manque d'attractivité du service qui perdure.
- **SNSSI** : Quel est son positionnement vis-à-vis de la nouvelle organisation avec des équipes bi-site ? Quelles sont les garanties concernant la pérennité des travaux et des équipes au sein de l'établissement nantais ? De même comment faire face aux difficultés de recrutement sur les postes ouverts ?
- **Pôle RFD** : L'abandon du projet BRPP3 suscite des inquiétudes. Comment faire face à la

charge de travail avec des outils informatiques qui vieillissent, répondent imparfaitement aux besoins et ne sont pas remplacés qui plus est, sur un des sujets régaliens de l'institut ! Comment gérer les impacts du report d'un projet pour des équipes informatiques qui projetaient une refonte de leurs applications en maintenance ? Comment poursuivre sur des projets du pôle qui rayonnent au-delà de notre DR, comme par exemple le projet CSNS, avec la qualité attendue, quand les effectifs côté statistique et côté informatique sont rabaotés régulièrement ?

- **changement de NAF** : Nantes est un acteur majeur des statistiques d'entreprises, et sera donc nettement impacté par le changement de NAF. Quelles garanties avons-nous sur les moyens de coordination métier et opérationnelle sur ce chantier ?

### **Mais nous doutons que ce rendez-vous puisse répondre à nos inquiétudes**

Face à nos inquiétudes, le discours de la direction se veut rassurant : « *tout est mis en œuvre* » pour répondre à nos préoccupations, « *les réductions continues d'effectifs sont des mesures gouvernementales* » qui ne dépendent pas de la direction générale de l'Insee, la direction « *croit très fort* » en la pérennité des travaux et services pour lesquels nous nous inquiétons.

Mais force est de constater que si nos demandes sont connues et vous sont remontées, localement ou nationalement et ce depuis longtemps, nous ne voyons que peu voire pas de résultats, au mieux nous notons le gel des effectifs globaux ou plutôt le report de leur baisse... alors que notre établissement connaît déjà un déficit structurel charges/ressources marqué, avec nous le rappelons **-17 ETP** pour les postes B&C en 2023.

Est-ce qu'un rendez-vous de 45 minutes, nous obligeant déjà à sélectionner des sujets et donc à en écarter d'autres, peut suffire pour échanger de façon constructive et dégager des solutions concrètes ? Nous avons du mal à le croire.

### **Le boycott national face à des pratiques que nous ne cautionnons pas.**

A cette inquiétude s'ajoute la situation de rupture du dialogue social au niveau national. Nous avons été choqués par l'attitude de Madame la Secrétaire Générale de l'Insee le 4 avril dernier, dont certains de nos collègues nantais ont été témoins. Votre réponse à la

demande de rencontre faite par l'intersyndicale nationale nous a interloqué. Nous sommes solidaires de l'action menée par nos collègues des instances nationales.

Avec un certain regret, car nous n'avons pas souvent l'occasion de vous rencontrer alors que les travaux nationaux de la Direction régionale représentent les 2/3 de nos effectifs, et en solidarité avec nos collègues des instances nationales, nous boycottons donc la suite de cette rencontre.

Nous vous remercions de nous avoir écouté,

**L'intersyndicale de la DR44**